

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/74

10 juillet 1997

(97-2886)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: espagnol

COMMUNICATION DE L'EQUATEUR

La Mission permanente de la République de l'Equateur a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 30 juin 1997.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que j'ai reçu des instructions des autorités compétentes du gouvernement équatorien au sujet des engagements en matière de protection des droits de propriété intellectuelle que celui-ci a pris dans le contexte de son accession à l'OMC, et que j'ai été chargé d'appeler l'attention des membres du Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce sur les points suivants:

1. Conformément à l'engagement qu'il a pris à l'OMC, selon lequel l'Equateur appliquerait les dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) le 31 juillet 1996 au plus tard, comme indiqué au paragraphe 78 du rapport du Groupe de travail de l'accession de l'Equateur (document WT/L/77 du 14 juillet 1995), le gouvernement équatorien a publié l'Accord sur les ADPIC au Journal officiel n° 977 du 28 juin 1996 et ne s'est donc pas prévalu de la période de transition prévue à l'article 65:2.
2. Ayant publié l'Accord sur les ADPIC au Journal officiel, l'Equateur a mis en oeuvre les dispositions juridiques dudit accord, en leur donnant plein effet. En conséquence, elles peuvent maintenant être invoquées devant les tribunaux équatoriens.
3. Afin que l'Accord sur les ADPIC soit pleinement appliqué, le gouvernement équatorien prépare actuellement, en vue de la soumettre au Congrès, une réforme juridique visant à assujettir la législation nationale aux règles de l'Accord pour assurer la clarté et l'uniformité du système de propriété intellectuelle de l'Equateur.
4. A cet égard, le Ministère du commerce extérieur, de l'industrialisation et des pêches, qui est responsable de la Direction de la propriété industrielle de l'Equateur, en coopération avec la Société andine de développement (Cooperación Andina de Fomento - CAF), est conseillé par un bureau de consultants spécialisés qui l'aide à réformer la législation suivante:

./.

- i) Loi sur les marques;
 - ii) Loi sur les brevets;
 - iii) Loi sur le droit d'auteur; et
 - iv) régime concernant les variétés végétales.
5. En outre, le gouvernement équatorien a l'intention de créer l'*Instituto Ecuatoriano de la Propiedad Intelectual* (Institut équatorien de la propriété intellectuelle) qui sera l'organe national spécialisé dans le traitement de toutes les questions relatives à la propriété intellectuelle et chargé de faire respecter l'Accord sur les ADPIC au niveau national.